



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille neuf, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
18 MAI 2009, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des
Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	5
Nombre de Conseillers présents	:	22
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	12 Mai 2009
Date d'affichage du compte-rendu	:	25 Mai 2009

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Maryvonne CHEVALIER, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marguerite COÏC, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, Mme Roselyne MARCHAND

Absents excusés : Mme Marylène QUEVERT, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Magali TREMORIN, M. Johan THEURET

Absents non excusés : M. Bruno TREMAUDAN, M. Loïc PETITPAS

Pouvoirs : Mme QUEVERT à M. BADIGNON ; Mme COLLIN à Mme HUET ; M. LEGRAND à Mme MOREL ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE ; M. THEURET à Mme COÏC

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Isabelle MOREL, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 09-70) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 09-71) Réalisation d'une ZPPAUP (Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager) – Choix du cabinet d'architecture
 - 09-72) Plan d'aménagement patrimonial – Demande de subvention
 - 09-73) Pôle culturel intergénérationnel – Esquisses
 - 09-74) Pôle culturel intergénérationnel – Contrôleur technique – Sécurité protection santé – Etude géotechnique
 - 09-75) Terrain de football – Autorisation de résiliation du marché
 - 09-76) Zonage d'assainissement pluvial – Enquête publique
 - 09-77) Passeports biométriques – Convention entre la Préfecture et la Commune de Combourg
 - 09-78) Gendarmerie – Convention de mise à disposition d'un agent municipal
 - 09-79) Résiliation du bail Espace Entreprises et reprise des locaux par l'ADMR
 - 09-80) Avenant BATISPORT (n° 2) – Tribune et local club
 - 09-81) Avenant BATISPORT (n° 3) – Tribune et local club
 - 09-82) Centre de loisirs – Convention de mise à disposition de personnel entre l'UFCV et la Commune de Combourg
 - 09-83) Convention de partenariat pour l'organisation d'un centre de loisirs sans hébergement – Annexe 1 et 2 de 2009
 - 09-84) CAFPRO – Convention entre la Caisse d'Allocations Familiales et la Commune de Combourg
 - 09-85) Service d'accueil de la petite enfance – Choix de l'assistance à maîtrise d'ouvrage
 - 09-86) Office du Tourisme – Bilan annuel 2008
 - 09-87) Programme voirie 2009 – Secteurs concédés – Validation du projet APD et DCE
 - 09-88) Programme voirie 2009 – Secteurs en régie – Validation du projet APD et DCE
 - 09-89) Aménagement de la rue des Cytises jouxtant l'école élémentaire – Attribution des lots
 - 09-90) Renouvellement et effacement des réseaux divers – Validation du projet APD et du DCE
 - 09-91) Rétrocession du lotissement « Les Jardins du Levant »
 - 09-92) Aménagement du carrefour RD 895/RD 73 – Eclairage public
 - 09-93) Terrain d'honneur de football – Alimentation EDF et éclairage sportif du terrain
 - 09-94) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
 - 09-95) Questions orales (2^e trimestre)
-

09-70) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Isabelle MOREL, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance du 30 Mars 2009 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

09-71) REALISATION D'UNE Z.P.P.A.U.P. (Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager) – CHOIX DU CABINET D'ARCHITECTURE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 08.53 en date du 14 avril 2008, il a été décidé de relancer l'étude de la ZPPAUP.

Afin de choisir un cabinet d'architecture, une consultation en procédure adaptée a été réalisée. Douze candidats ont déposé un dossier de candidature et de motivation. Parmi ces 12 candidats, 4 ont été sélectionnés pour proposer une offre et passer une audition.

Dans le cadre des « Petites Cités de Caractère » et l'octroi des subventions de la Région aux communes, il a été demandé aux quatre candidats sélectionnés de réaliser un « Plan d'Aménagement Patrimonial » comprenant des axes de travail.

Parmi les 4 candidats sélectionnés et cité ci-dessous :

- Cabinet GHECO de la Rochelle
- Bernard Kaleski de Fougères
- Le PACT ARIM de Rennes
- Cabinet PONANT de Rochefort

Tous ont remis une offre concernant la réalisation de la ZPPAUP et le Plan d'Aménagement Patrimonial et se sont présentés à l'audition qui a eu lieu le 30 mars 2009 en mairie.

Après concertation du comité de pilotage, il a été décidé de retenir le cabinet GHECO de la Rochelle :

- pour la mission ZPPAUP pour un montant de 32 077.50 € HT soit 38 364.69 € TTC

- pour la mission du Plan d'Aménagement Patrimonial pour un montant de 7 687.35 € HT soit 9 194.07 € TTC.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-72) PLAN D'AMÉNAGEMENT PATRIMONIAL – DEMANDE DE SUBVENTION

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO expose au Conseil Municipal que la Région Bretagne, comme beaucoup de régions Françaises, a eu depuis sa transformation en collectivité de plein exercice, une action essentiellement « suiviste » vis-à-vis des politiques patrimoniales initiées par l'Etat.

Toutefois, fortement engagée par les volumes financiers qu'elle consacre à cette politique, elle a contribué à sauvegarder, conserver et transmettre des éléments riches et variés d'un héritage culturel important, composante incontournable de l'identité régionale.

Aujourd'hui, face au rôle accru qu'elle entend jouer dans le développement de son territoire, et constatant les reculs de l'Etat pour ce qui concerne en particulier les crédits liés aux Monuments Historiques, la Région a décidé de repositionner son action, afin que le patrimoine soit appréhendé selon sa valeur d'existence en sa qualité d'héritage culturel, mais également comme un support d'innovation, de création, d'expérimentation utile au développement.

Cette nouvelle approche stratégique a fait l'objet du vote, par l'Assemblée Régionale d'un document emportant l'adoption d'une nouvelle politique du patrimoine culturel en Bretagne, le 13 décembre 2007.

Dans le cadre de celle-ci, et des modalités d'intervention afférentes votées lors de l'adoption du budget primitif 2008, le Conseil Régional de Bretagne a souhaité soutenir les initiatives reconnaissant une valeur d'existence au patrimoine le plus remarquable, en maintenant une intervention financière en faveur des projets de restauration et de conservation des éléments matériels du patrimoine régional protégé au titre de la législation relative aux Monuments Historiques et/ou une valeur d'usage patrimoine, en créant une ligne budgétaire permettant une intervention financière majorée en faveur des projets de restauration et de conservation lorsque ces derniers s'inscrivent dans une démarche de développement territorial. Le développement incité ici, s'entend comme une initiative pérenne de valorisation du patrimoine s'inscrivant dans une stratégie de développement culturel, social, économique ou encore touristique d'un territoire cohérent.

Au sein de ce positionnement politique général de la Région, le dispositif régional en faveur des Petites Cités de Caractère doit désormais respecter cette cohérence d'ensemble. Il en résulte quelques modifications du dispositif précédent.

Ainsi, un projet d'investissement peut être soutenu soit lorsqu'il consiste en une intervention sur un bien d'intérêt patrimonial avéré, soit lorsque l'initiative prévue est la composante d'un Plan d'Aménagement Patrimonial défini à l'échelle de la Commune, selon des considérations thématiques (pans de bois, enseignes) ou topographiques (afin de réaliser une réhabilitation ou une action systématique définie à l'échelle d'une rue, d'une place ou d'un quartier du territoire communal) et d'une opération groupée.

En conséquence, un projet d'intervention esthétique ponctuel sur une propriété publique ou privée, ne présentant pas un intérêt du point de vue architectural, patrimonial ou historique intrinsèque, ne saurait être soutenu.

Le présent dispositif est transitoire ; il a vocation à s'appuyer à terme sur un Plan d'Aménagement Patrimonial défini à l'échelle de la Commune, devant permettre à cette dernière de définir sa vision et sa démarche patrimoniale globale.

Toutes les communes concernées devront être dotées d'un plan de ce type pour janvier 2010. A compter de 2009, les aides seront modulées selon l'existence ou non d'un tel document.

Dans le cadre de la ZPPAUP, un devis complémentaire a été demandé pour une étude visant à définir à l'échelle communale un Plan d'Aménagement Patrimonial (voir délibération n° 09-71 du 18 Mai 2009).

Afin de permettre le financement de cette étude, M. LE BESCO propose au Conseil Municipal de demander une aide financière à la Région (Petites Cités de Caractère) qui s'élève à 50 % du montant HT de la prestation.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

09-73) POLE CULTUREL INTERGENERATIONNEL – ESQUISSES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle que, par délibération en date du 30 Mars 2009, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet GOLHEN de Rennes, pour la réalisation du pôle culturel intergénérationnel.

Depuis, différentes réunions de travail se sont déroulées, associant des représentants de la BDIV (Bibliothèque Départementale d'Ille et Vilaine), de la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bretagne), des ABF (Architectes des Bâtiments de France), de la DDE (Direction Départementale de L'équipement) en leur qualité d'AMO (Assistance à Maitrise d'Ouvrage), ainsi que le personnel municipal et les différentes commissions « Culturelle » et « Bâtiment ».

Ces premières réunions ont permis de retenir un scénario d'aménagement global du « cœur d'îlot », délimité par l'ancienne perception, le centre culturel et l'ancienne école Ste

Anne, mais également d'étudier les premières esquisses spécifiques à l'aménagement de la bibliothèque.

Ces esquisses, permettant d'appréhender la volumétrie du projet, décline 3 « plateaux » dans l'ancienne école Ste Anne, et une extension recevant différents services (administration, réserve etc.).

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-74) POLE CULTUREL INTERGENERATIONNEL – CONTROLEUR TECHNIQUE – SECURITE PROTECTION SANTE – ETUDE GEOTECHNIQUE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle que, par délibération en date du 30 Mars 2009, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet GOLHEN de Rennes, pour la réalisation du pôle culturel intergénérationnel.

Ce dossier nécessite de s'adjoindre les compétences d'un contrôleur technique, d'un coordonnateur SPS (Sécurité- Protection –Santé), ainsi que la réalisation d'une étude géotechnique.

A ce titre, trois consultations en procédure adaptée ont été réalisées et, après analyse, il a été décidé de retenir les offres suivantes :

Contrôle technique:

VERITAS

Zac Atalante Champeaux

1-3 Rue Maillard de la Gournerie

CS 63901

35039 Rennes Cedex

Pour un montant de 9328.80 € TTC

SPS :

EMERAUDE COORDINATION

57 Rue Jeanne Jugan

35400 Saint Malo

Pour un montant de 3444.48 € TTC

Etude Géotechnique :

GEOSIS

16 Rue des Petits Champs

35760 SAINT GREGOIRE

Pour un montant de 2134.86 € TTC

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-75) TERRAIN DE FOOTBALL - AUTORISATION DE RESILIATION DE MARCHE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO expose au Conseil Municipal qu'en raison des désordres importants apparus sur le terrain des sports que les travaux de reprises partiels de la Sté SPARFEL n'ont pas réussi à résorber, la Ville de COMBOURG a dû saisir le Tribunal Administratif de RENNES d'une demande de référé expertise.

Aux termes d'une ordonnance présidentielle en date du 3 décembre 2007, Monsieur HELIE a été désigné en qualité d'expert avec pour mission notamment :

- de rechercher l'origine et les causes des désordres
- d'indiquer la nature et le coût des travaux propres à remédier à ces désordres

A l'issue de ses investigations, l'expert a, le 23 mars 2009, déposé son rapport. Celui-ci consigne que :

« - une réalisation sans soins des travaux effectués par la Société SPARFEL est la cause principale des désordres et non-conformités à la convention contractuelle et aux règles de l'art qui affectent le terrain de football de la Ville de COMBOURG et le rendent impraticable »

- au titre des » travaux à mettre en œuvre pour faire cesser les désordres, il convient de :
 - redécaper la totalité du terrain de football jusqu'à la plate-forme de terrassement initial en ayant démonté les agencements en place
 - reconstituer, après réglage de pentes de cette plate-forme, l'ensemble du terrain en prenant un soin particulier à la réalisation du drainage et à l'homogénéisation des apports en terre
 - remettre en place les équipements existants déposés »

Dans un courrier du 10 avril 2009, la Société SPARFEL a fait savoir que les opérations d'expertise de Monsieur HELIE étant achevées, elle poursuivrait l'exécution des travaux à compter du 27 avril et pour une durée prévisible de trois semaines.

Le Maire a alors demandé aux différents titulaires de marchés, parmi lesquels le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre, Monsieur Jean DUBUS, de se mobiliser afin que le chantier s'achève promptement et dans de bonnes conditions.

Une incertitude existant quant aux modalités exactes de poursuite des travaux, une réunion a été organisée à la mairie le 27 avril dernier avec tous les acteurs concernés. A cette réunion, la Société SPARFEL n'était pas représentée.

A l'issue de cette réunion, Monsieur DUBUS a fait savoir que « la société SPARFEL prend l'initiative d'exécuter les travaux sur la base de sa propre solution réparatoire », « que ces travaux ne correspondent pas à ceux préconisés par l'expert judiciaire », « que la Société SPARFEL ne lui a communiqué aucun document technique »

Il a donc été constaté que la Société SPARFEL n'avait pas respecté ses obligations contractuelles qui ne peuvent pleinement être satisfaites que par le respect de l'Expert Judiciaire, et ce d'autant moins que celui-ci a rejeté les propositions techniques alternatives

- dans un courrier du 2 octobre 2008
- dans le rapport final remis au Tribunal

C'est pourquoi, en application des dispositions de l'article 49-1 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) travaux, la Ville a mis en demeure la Société SPARFEL de se conformer à ses obligations en réalisant les travaux conformément aux préconisations de l'Expert judiciaire dans un délai de 15 jours. A défaut d'exécution dans ce délai de 15 jours, il serait procédé à la résiliation du marché aux torts, frais et risques de l'entreprise SPARFEL et qu'il serait conclu un nouveau marché avec un autre entrepreneur pour l'achèvement des travaux (article 49-2 et 49-4 du CCAG travaux)

En cas de défaillance de l'entreprise SPARFEL dans l'exécution de sa mission définie précédemment, M. LE BESCO propose donc au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à procéder à la résiliation du marché consenti le 13 septembre 2005 avec la Société SPARFEL, aux torts, frais et risques de celle-ci.
- d'autoriser le Maire à engager une consultation pour un nouveau marché de travaux.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

09-76) ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL – ENQUETE PUBLIQUE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 08-87 en date du 2 juin 2008, il a été décidé de mettre à l'enquête publique le projet de zonage d'assainissement pluvial afin de délimiter :

- les zones où les mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement

Un projet de zonage pluvial a été défini et soumis à une enquête publique, conforme à celle prévue par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983.

A cet effet, Monsieur René CASSAGNE, Ingénieur Divisionnaire à la Ville de Paris en retraite et domicilié à Saint Suliac 35430 a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur par le Tribunal Administratif de Rennes.

Ce dernier a établi un rapport d'enquête publique le 23 avril 2009 mentionnant un avis favorable au plan de zonage d'assainissement pluvial de la commune de Combourg.

Conformément à la réglementation, M. LE BESCO propose au Conseil Municipal d'approuver le zonage pluvial tel qu'il a été présenté lors de l'enquête publique.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

09-77) PASSEPORTS BIOMETRIQUES – CONVENTION ENTRE LA PREFECTURE ET LA COMMUNE DE COMBOURG

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO expose au Conseil Municipal que le règlement européen du 13 décembre 2004 stipule qu'à compter du 28 juin 2009, les passeports, dont les ressortissants français pourront disposer, comporteront une puce électronique avec deux données biométriques : la photographie numérisée et les empreintes digitales.

Deux mille communes en France, dont vingt-cinq en Ile-et-Vilaine, ont été sélectionnées par les services de l'Etat pour accueillir les stations biométriques qui permettront l'enregistrement des demandes de passeports. Cette sélection tient compte d'impératifs liés à l'aménagement du territoire, à l'équilibre géographique, à la qualité de la desserte de la population, sur la base également des statistiques actuelles de demandes de titres.

Le Conseil Municipal a été informé le 8 décembre 2008 que la commune de Combourg va faire partie de ce dispositif, ce qui devrait permettre de conserver une qualité de service égale à nos administrés, leur évitant des déplacements contraignants, et de renforcer l'attractivité et le rayonnement de Combourg dans le nord du département.

Les locaux de la mairie ont été aménagés ces dernières semaines pour permettre un bon accueil du public et optimiser les conditions de travail des agents du service de l'état civil, et la station biométrique va être installée dans les locaux courant juin.

Une convention doit être passée avec la préfecture de l'Ille et Vilaine pour définir les conditions techniques et juridiques de mise en dépôt de la station d'enregistrement.

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer la convention Préfecture – Commune de Combourg relative à la mise en dépôt d'une station d'enregistrement des demandes de titres d'identité et de voyage dans les communes.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix Pour et 4 abstentions, AUTORISE le Maire à signer la convention précitée avec la Préfecture d'Ille et Vilaine.

09-78) GENDARMERIE – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT MUNICIPAL

Rapporteur : M. Joël LE BESCO - Maire

M. LE BESCO expose au Conseil Municipal que la Brigade de Gendarmerie de Combours a sollicité la Ville afin de renouveler la convention de mise à disposition d'un agent municipal pour assurer le nettoyage des locaux de la Brigade, étant précisé que la gendarmerie nationale remboursera à la Ville de COMBOURG l'intégralité du salaire et des charges de l'agent mis à disposition.

Le coût total de l'heure a été fixé à 13,99 € pour l'année 2009, celui-ci sera revalorisé chaque année.

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal d'approuver ladite convention et de l'autoriser à la signer.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE le Maire à signer la convention précitée avec la Brigade de Gendarmerie de COMBOURG.

09-79) RESILIATION DU BAIL ESPACE ENTREPRISES ET REPRISE DES LOCAUX PAR L'ADMR

Rapporteur : Madame GIROUX, 2^{ème} adjointe

Mme GIROUX rappelle que, par délibération n° 02-08 du 4 février 2002, le Conseil Municipal a décidé de louer à la Communauté de Communes de la Bretagne Romantique les locaux municipaux sis à Combours, 5 rue du Linon (annexe de l'ancienne école Sainte-Anne) pour une durée de dix ans.

Conformément aux dispositions du contrat de location relatives à sa résiliation anticipée et au congé du locataire, la Communauté de Communes a résilié le bail par préavis et libéré les locaux à la mi-mai 2009.

L'ADMR du Pays du Granit Bleu a émis le souhait de louer lesdits locaux et après proposition, a accepté les conditions du bail précisées ci-après :

- Prise d'effet : le 1^{er} juin 2009
- Montant du loyer : 300 euros par mois

Le bail sera établi par la SCP notariale Lacourt-Priol de Combourg – avec prise en charge des frais par l'Association ADMR.

Madame GIROUX propose donc au Conseil Municipal :

- d'approuver la décision de louer les locaux municipaux sis à Combourg, 5 rue du Linon à l'association ADMR
- de confier la rédaction du bail à la SCP notariale Lacourt-Priol de Combourg ;
- d'autoriser le Maire à signer ledit bail.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

09-80) AVENANT BATISPORT (n° 2) – TRIBUNE ET LOCAL CLUB

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la « Tribune et Local Club », marché formalisé avec appel d'offres ouvert, l'entreprise **Batisport** de Naintré (86), titulaire du marché, a présenté :

Un avenant en plus-value d'un montant de **1 764.00 € H.T.** mentionnant :

- *Application d'un traitement antitermites*

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 09-61 en date du 30 Mars 2009, le Conseil Municipal avait accepté l'avenant n° 1 de l'entreprise BATISPORT qui présentait une plus value de 10 658 € HT (représentant une augmentation de + 3,16 % du marché initial) et une moins-value de 5 930 € HT (représentant une diminution de – 1,6 % du marché initial).

Le montant du marché initial de **337 474.52 € H.T.**, soit **403 619.53 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **349 896.52 € H.T.**, soit **418 746.24 € T.T.C.** (représentant une augmentation de **3.68 %** par rapport au marché initial)

Conformément à l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'accepter l'avenant n° 2 de l'entreprise Batisport de Naintré et d'autoriser le Maire à le signer.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer ledit avenant.

09-81) AVENANT BATISPORT (n° 3) – TRIBUNE ET LOCAL CLUB

Rapporteurs : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la « Tribune et Local Club », marché formalisé avec appel d'offres ouvert, l'entreprise **Batisport** de Naintré (86), titulaire du marché - a présenté :

Un avenant en plus-value d'un montant de **1 184.48 € H.T.** mentionnant :

- *Prolongement fourreaux canalisation*
- *Drains en PVC devant la tribune*

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 09-61 en date du 30 Mars 2009, le Conseil Municipal avait accepté l'avenant n° 1 de l'entreprise BATISPORT qui présentait une plus value de 10 658 € HT (représentant une augmentation de + 3,16 % du marché initial) et une moins-value de 5 930 € HT (représentant une diminution de – 1,6 % du marché initial).

Après acceptation de l'avenant n° 2 exposé dans la délibération précédente (n° 09-80 du 18 Mai 2009), le montant du marché initial de **337 474.52 € H.T.**, soit **403 619.53 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **351 081 € H.T.**, soit **419 892.87 € T.T.C.** (représentant une augmentation de **4.03 %** par rapport au marché initial)

Conformément à l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, Mme GIROUX propose au Conseil Municipal d'accepter l'avenant n° 3 de l'entreprise Batisport de Naintré et d'autoriser le Maire à le signer.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer ledit avenant.

09-82) CENTRE DE LOISIRS - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE L'UFCV ET LA COMMUNE DE COMBOURG

Rapporteur : Mme Monique DAUCE, Adjointe

Madame DAUCE expose au Conseil Municipal que la modification du calendrier scolaire du premier degré, intervenue à la dernière rentrée, a réduit de 13,5 le nombre de jours d'école. En conséquence, l'ensemble du personnel communal qui travaille à l'école maternelle Pauline Kergomard dispose désormais d'un contingent d'heures plus important pendant lesquelles il n'encadre pas les enfants.

L'organisation du temps de travail des agents doit donc être revue, dans le respect de leur statut. Afin d'employer le personnel pendant ces heures, et afin également de palier aux difficultés de recrutement d'encadrants rencontrées sur le centre de loisirs de Combours, il est prévu qu'une partie du temps de travail soit consacrée à l'encadrement des enfants durant l'accueil périscolaire les mercredis et une partie des vacances scolaires, ainsi que le prévoit explicitement la réglementation.

La commune met à disposition de l'UFCV, organisme en charge de la gestion du Centre de Loisirs de Combours, des agents municipaux, sur la base du volontariat, pour assurer des fonctions liées à l'encadrement d'enfants. Les modalités de cette mise à disposition sont précisées par une convention entre les deux partenaires.

Madame DAUCE propose donc au Conseil Municipal d'autoriser le maire à signer la convention entre l'UFCV et la commune de Combours relative à la mise à disposition de personnel pour le Centre de Loisirs.

Entendu l'exposé de Mme DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer ladite convention avec l'UFCV.

09-83) CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ORGANISATION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT – ANNEXES 1 ET 2 de 2009

Rapporteur : Madame DAUCE, Adjointe

Madame DAUCE rappelle que, par délibération n° 02-57 du 11 avril 2002, 03-35 du 13 mars 2003 et 06-15 du 13 février 2006, le Conseil Municipal a délégué le service du Centre de Loisirs à l'U.F.C.V.

Lors du Conseil Municipal du 10 avril 2007, la convention de partenariat pour l'organisation du centre de loisirs sans hébergement a été renouvelée pour 3 ans et prendra fin au 31 décembre 2009.

Il convient de délibérer sur les annexes 2009 relative à la convention. Le montant prévisionnel annuel de la participation communale est évalué en fonction des estimations prévisionnelles de fréquentation des activités et s'élève à 25 232 € pour 2009 (pour mémoire, il s'élevait à 27 600 € en 2008).

Les projets des annexes 1 et 2 pour 2009 à la convention cadrant les modalités de partenariat entre la commune et l'UFCV ainsi que le budget prévisionnel 2009 sont présentés au Conseil Municipal.

Madame DAUCE propose au Conseil Municipal :

- d'adopter les annexes 1 et 2 de 2009 relatives à la convention de partenariat avec l'U.F.C.V.
- d'autoriser le maire à signer lesdites annexes

Entendu l'exposé de Mme DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer lesdites annexes avec l'UFCV.

09-84) CAFPRO - CONVENTION ENTRE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES ET LA COMMUNE DE COMBOURG

Rapporteur : Mme Monique DAUCE, Adjointe

Madame DAUCE expose au Conseil Municipal que la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) d'Ille-et-Vilaine propose à la commune de Combours la capacité de consulter certaines données de la base allocataire par l'intermédiaire du service CAFPRO en utilisant un accès Internet sécurisé.

Ces données mises à disposition pourront permettre des gains de rapidité et de fiabilité pour les gestionnaires de la halte-garderie municipale dans le calcul des ressources des bénéficiaires du service.

Une convention doit être passée avec la CAF d'Ille et Vilaine pour préciser les dispositions d'accès à CAFPRO.

Madame DAUCE propose au Conseil Municipal d'autoriser le maire à signer la convention CAF – commune de Combours relative à la consultation d'informations de la base allocataire par l'intermédiaire du service sécurisé CAFPRO.

Entendu l'exposé de Mme DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer ladite convention avec la CAF.

09-85) SERVICE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE – CHOIX DE L'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle que, le 23 février 2009, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à lancer une consultation pour solliciter une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un service d'accueil de la petite enfance.

Cette décision faisait suite au souhait des commissions "Enfance, Enseignement, Culture" et "Action économique et tourisme", réunies le 11 février 2009, de donner un développement à l'étude de faisabilité de ce service conduite en 2008 et de lancer les études pour la construction du bâtiment.

Pour mémoire, l'étude des besoins locaux a permis de bâtir une fiche d'identité du projet, à partir de laquelle quelques points déterminants peuvent être dégagés :

- la structure serait un multi-accueil de 20 à 25 places, ouvert de 7h00 à 19h00 du lundi au vendredi ;
- les bénéficiaires seraient les habitants de la commune, des communes partenaires alentours et les salariés des entreprises partenaires ;
- le bâtiment accueillant ce service aurait une surface utile de 350 m², à laquelle s'ajoutent les espaces extérieurs.

Une consultation a donc été lancée auprès de cinq sociétés qui interviennent dans le domaine de la petite enfance pour accompagner la commune dans ce projet en intégrant les éléments suivants :

- l'élaboration du programme
- la constitution du dossier de consultation des concepteurs
- l'assistance dans le choix du maître d'œuvre
- l'assistance en phase de conception jusqu'à l'attribution des marchés de travaux.

La commission "Enfance, Enseignement, Culture" s'est réunie le 6 mai 2009 pour examiner les offres reçues. Elle a émis un avis favorable pour la proposition de la société Iziy au vu de son expérience dans des missions analogues, du nombre de jours inclus dans la prestation et du coût de la prestation.

La mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la création d'un service d'accueil de la petite enfance a donc été attribuée à la société IZIY pour un coût de 8 450 € HT.

Compte tenu du territoire et de la population concernés par ce projet, Monsieur HIGNARD propose au Conseil Municipal de solliciter une aide auprès de la Communauté de Communes Bretagne Romantique pour la réalisation de cette étude.

Entendu l'exposé de M. HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 26 voix Pour et 1 voix Contre, ADOPTE cette proposition.

09-86) OFFICE DU TOURISME – BILAN ANNUEL 2008

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 97-101 en date du 30 juin 1997, le Conseil Municipal a confié à l'Office du Tourisme de Combours les missions de service public relatives au tourisme dans le cadre de la loi n°92-1341 du 23 décembre 1992 portant répartition des compétences dans le domaine touristique.

D'autre part, par délibération n° 99-22 en date du 22 février 1999, le Conseil Municipal a approuvé une convention arrêtant les missions confiées et les relations entre la Ville et l'Office du Tourisme.

Conformément à l'article 5 de ladite convention, l'Office du Tourisme a transmis son bilan et son rapport financier relatifs à l'exercice 2008, ces deux documents ayant été préalablement approuvés par l'Assemblée Générale de l'Association. Le rapport financier, quant à lui, a fait l'objet du rapport de contrôle des contrôleurs financiers.

Le bilan et le rapport financier de l'Office du Tourisme pour l'exercice 2008 sont présentés au Conseil Municipal.

Entendu l'exposé de M HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE le bilan et le rapport financier présentés par l'Office du Tourisme pour l'exercice 2008.

09-87) PROGRAMME VOIRIE 2009 – SECTEURS CONCEDES – VALIDATION DU PROJET (APD) ET DCE.

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que le programme voirie 2009 fait, cette année, l'objet de deux maîtrises d'œuvre différentes. L'une assurée en régie pour les secteurs sans complexité ; et l'autre concédée pour les secteurs nécessitant les compétences d'un bureau d'études.

Le Conseil Municipal, par délibération en date du 23 Février 2009, a été informé du choix du cabinet TECAM de Fougères pour assurer la maîtrise d'œuvre du programme voirie 2009, pour les secteurs concédés.

Suite à différentes réunions de travail, en concertation avec les ABF (Architectes des Bâtiments de France), il est proposé les projets suivants :

Rue de la Mairie :

- Passage de la circulation en sens unique permettant une réduction de la largeur de chaussée.
- Optimisation du stationnement par création d'épis.
- Requalification du parvis de la mairie.
- Refonte de l'éclairage du parvis.
- Renouvellement des arbres.

Ruelle des Jardins :

- Création d'un caniveau pavé central.
- Adaptation de l'éclairage.

Accès Fauvelière :

- Sécurisation carrefour / virage.
- Gestion de l'éco point.
- Création de l'éclairage public.

Ces projets font apparaître les coûts suivants :

Désignation	Montant TTC
Rue de la Mairie	289 910.70 € Dont 15 263.35 € TTC d'assainissement et 21 083.98 € TTC d'Eclairage Public
Rue de la Fauvelière	63 779,09 € Dont 11 981.53 € TTC d'Eclairage Public
Ruelle des Jardins	27 412,32 € Dont 1 435.20 € TTC d'Eclairage Public
TOTAL VOIRIE CONCEDEE	381 102.11 €

Ces projets ont obtenu un avis favorable de la commission « voirie, infrastructures et affaires rurales » des 8 avril et 5 Mai 2009, et au vu des différents estimatifs, il a été décidé de retenir la Rue de la Mairie et la Rue de la Fauvelière en tranche ferme ; et de placer la Ruelle des Jardins en tranche conditionnelle.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'approuver l'Avant Projet Détaillé et l'estimatif correspondant.
- D'approuver le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de consultation sous la forme d'une procédure adaptée.
- De solliciter les subventions auprès :
 - De la Communauté des Communes - Bretagne Romantique.
 - Du Conseil Général.
 - Du Conseil Régional.
 - Du Syndicat Départemental d'Energie
 - Du FISAC (Fond d'Intervention pour les services, l'artisanat et le commerce)

Il est rappelé que, par délibération n° 08-36 du 1 Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

09-88) PROGRAMME VOIRIE 2009 – SECTEURS EN RÉGIE – VALIDATION DU PROJET (APD) ET DCE.

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que le programme voirie 2009 fait, cette année, l'objet de deux maîtrises d'œuvre différentes. L'une assurée en régie pour les secteurs sans complexité ; et l'autre concédée pour les secteurs nécessitant les compétences d'un bureau d'études.

Le Conseil Municipal est informé que, lors de la séance du Mardi 5 Mai 2009, la Commission « Voirie, Infrastructures et Affaires Rurales », a établi le projet de programme voirie 2009, pour les secteurs en régie.

Suite à l'estimation établie par les services techniques communaux, il est proposé au Conseil Municipal le programme de voirie urbaine et rurale suivant :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	TF Réfection de la voirie rurale: CR n°12 LA REPICHERE CR n°29 LES FRECHANDIERES VC n°18 SECTEUR BOURLIDOU – LE MESLION RINIAC N°1 RINIAC N°2 RINIAC N°3 BRANCOUAL Réfection de la voirie urbaine : SECTEUR ACACIAS/TILLEILS/ERABLES-REFECTION TROTTOIRS RUE DES CYTISES – PARTIE HAUTE CAMPING MUNICIPAL – ACCES SANITAIRES
Tranche conditionnelle 1	TC1 Réfection de la voirie rurale VC N°16 SECTEUR TRAVERS N°1
Tranche conditionnelle 2	TC2 Réfection de la voirie rurale VC N°16 SECTEUR TRAVERS N°2
Tranche conditionnelle 3	TC3 Réfection de la voirie urbaine ECOLE ELEMENTAIRE - RESTRUCTURATION COURS

L'estimatif établi fait état des coûts suivants :

Désignation	Montant TTC
RURAL 1 : CR n°12 LA REPICHERE	43 190,55 €
RURAL 2 : CR n°29 LES FRECHANDIERES	17 856,88 €
RURAL 3 : VC n°16 SECTEUR TRAVERS N°1	45 539,20 €
RURAL 4 : VC n°16 SECTEUR TRAVERS N°2	45 539,20 €
RURAL 5 : VC n°18 SECTEUR BOURLIDOU - LE MESLION	86 690,86 €
RURAL 6 : RINIAC N°1	3 876,24 €
RURAL 7 : RINIAC N°2	3 291,15 €
RURAL 8 : RINIAC N°3	8 006,62 €
RURAL 9 : BRANCOUAL	6 340,00 €
Total Voirie Rurale	260 330,69 €
URBAIN 1 Secteur Acacias / Tilleuls / Erables - Réfection des trottoirs	48 910,42 €
URBAIN 2 Rue des Cytises - Partie Haute	19 261,58 €
URBAIN 3 Camping Municipal du Vieux Chatel - Accès sanitaires	10 370,52 €
URBAIN 4 Ecole élémentaire - Restructuration Cours	10 928,45 €
Voirie Urbaine	89 470,97 €
TOTAL VOIRIE REGIE	349 801,65 €

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux, la procédure de dévolution des travaux à retenir est celle de la procédure adaptée.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux.
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

Il est rappelé que par délibération n° 08-36 du 1 Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

09-89) AMENAGEMENT DE LA RUE DES CYTISES JOUXTANT L'ECOLE ÉLÉMENTAIRE - ATTRIBUTION DES LOTS

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET rappelle que, par délibération en date du 23 Février 2009 concernant l'aménagement de la Rue des Cytises, le Conseil Municipal a décidé :

- D'approuver l'Avant Projet Détaillé et l'estimatif correspondant.
- D'approuver le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de consultation sous la forme d'une procédure adaptée.

A cet effet, un avis d'appel public à la concurrence est paru dans le journal Ouest-France en date du 9 Mars 2009.

44 DCE ont été retiré et 30 offres réceptionnées avant la limite de dépôt des offres fixée au 25 Mars 2009 à 12h00.

Cette consultation porte sur l'attribution des 4 lots suivant :

1	Terrassement - voirie - bordures
2	Assainissement EU-EP et AEP
3	Réseaux souples
4	Essais réseaux assainissement

Le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'ouverture des différentes propositions le 26 Mars 2009, et transmis les éléments au maître d'œuvre pour analyse.

Suite à l'analyse effectuée par la maîtrise d'œuvre, il a été décidé le 8 Avril 2009 de déclarer fructueux l'ensemble des lots et de les attribuer comme suit :

N° de LOT	Entreprises retenues	Estimation HT	Montant du marché HT
Lot 01 : Terrassement - voirie - bordures	René EVEN & Cie 3 bis Rue de l'Industrie 35730 Pleurtuit	63 297.00	53 442.00
Lot 02 : Assainissement EU-EP et AEP	René EVEN & Cie 3 bis Rue de l'Industrie 35730 Pleurtuit	83 820.00	56 841.50
Lot 03 : Réseaux Souples	ALLEZ & Cie 8 Rue Roger Mette CS 21737 35417 Saint Malo Cedex	67 384.50	45 322.75
Lot 04 : Essais réseaux assainissement	ACT Diagnostic 8 Rue Boucher Zone de Troguéry 2 22300 Lannion	1 255.00	952.50
	TOTAL	215 756.50	156 558.75

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-90) RENOUVELLEMENT ET EFFACEMENT DES RESEAUX DIVERS - VALIDATION DU PROJET (APD) ET DU DCE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération 08-189 en date du 8 Décembre 2009, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet TECAM, de Fougères pour assurer la maîtrise d'œuvre relative à la restructuration des réseaux des 5 tronçons de voie suivants :

- **Avenue de la Libération - Section Limite d'Agglo - Chemin de Bel-Air :**
 - Mise en séparatif des réseaux d'assainissement (EU/EP).
 - Renouvellement Adduction d'Eau Potable.
- **Avenue de la Libération - Section Chemin de Bel-Air - Rue Jules Corvaisier, y compris Place Joseph Hubert.**
 - Mise en séparatif des réseaux d'assainissement (EU/EP).
 - Renouvellement Adduction d'Eau Potable.
- **Rue de Melesse - Section Abords Av de la Libération et Futur Bassin EP**
 - Création des réseaux d'assainissement (EU/EP).
 - Création d'un bassin écrêteur EP.

Nota : Ces trois tronçons sont regroupés sous la terminologie « Avenue de la Libération », et l'effacement des réseaux aériens de ce secteur sera assuré, sous 3 années, par de SDE(Syndicat Départemental d'Energie), en dehors du présent marché.

- **Rue de Melesse - Section Av des Acacias - Rue Jules Corvaisier**
 - Création des réseaux d'assainissement (EU/EP).
 - Effacement des réseaux aériens.
- **Route de Dingé - Section Limite d'Agglo - Av de Waldmünchen**
 - Renouvellement du réseau EU (Eaux Usées).
 - Création du réseau EP (Eaux Pluviales).

Ce projet, ainsi que le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) fait apparaître les coûts suivants :

AVENUE DE LA LIBERATION (3 tronçons)		
	TOTAL HT	827 705.00 €
RUE DE MELESSE		
	TOTAL HT	256 227.00 €
ROUTE DE DINGE		
	TOTAL HT	124 620.00 €
TOTAL HT	1 208 552.00 €	
T.V.A. 19,60 %	236 876.19 €	
		<hr/>
TOTAL TTC	1 445 428.19 €	

Et fera l'objet de 3 lots distincts répartis de la manière suivante :

Lot n°1 - Assainissement EP-EU et Adduction d'Eau Potable		
	TOTAL HT	1 143 564.00 €
Lot n°2 - Réseaux souples		
	TOTAL HT	54 969.50 €
Lot n°3 - Essais réseaux assainissement		
	TOTAL HT	10 018.50 €
TOTAL HT	1 208 552.00 €	
T.V.A. 19,60 %	236 876.19 €	
		<hr/>
TOTAL TTC	1 445 428.19 €	

Ce projet a obtenu un avis favorable de la commission « Voirie, Infrastructures et Affaires Rurales » du 5 Mai 2009.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'approuver l'Avant Projet Détaillé et l'estimatif correspondant.
- D'approuver le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché.
- De solliciter les subventions auprès :
 - De la Communauté des Communes - Bretagne Romantique.
 - Du Conseil Général.
 - Du Conseil Régional.
 - Du Syndicat Départemental d'Energie

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

09-91) RETROCESSION LOTISSEMENT « LES JARDINS DU LEVANT »

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que la commune de Combourg a délivré une autorisation de lotir relative au lotissement « Les Jardins du Levant » et que par délibération n° 05-115 en date du 11 Juillet 2005 il a été décidé d'adopter le projet de convention du lotissement entre la commune de Combourg et la société PROMOREN concernant la rétrocession des ouvrages et réseaux dans le domaine communal.

Ces opérations sont achevées et le procès-verbal de réception des travaux constatant le respect des prescriptions par les concessionnaires a été établi.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'accepter la rétrocession des voies, espaces communs, à titre gracieux, du lotissement « Les Jardins du Levant » dans le domaine public communal, à savoir les parcelles :

Références cadastrales :

Ref. parcelle	Surface parcelle
AH0418	493 m ²
AH0416	81 m ²
AH0427	260 m ²
AH0425	622 m ²
AH0415	34 m ²
AH0417	31 m ²
TOTAL	1521 m²

ainsi que la parcelle AH n° 428 d'une superficie de 68 m² exclue du lotissement mais située à proximité.

La Sté PROMOREN prendra en charge les frais d'acte liés à cette intégration foncière par le biais de l'office notarial de Combourg SCP PRIOL – LACOURT.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de rétrocession de ces parcelles selon les conditions énoncées ci-dessus
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous actes et pièces liés à cette transaction.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

09-92) AMENAGEMENT DU CARREFOUR RD 895 / RD 73 – ECLAIRAGE PUBLIC
 Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que le Conseil Général va engager prochainement les travaux de réalisation du giratoire au carrefour du « Maroc ». En matière d'éclairage des giratoires, la politique du Conseil Général est, si la commune le souhaite, de réaliser l'investissement sous réserve de la prise en charge par la commune des frais de consommation électrique et de maintenance des équipements.

Par ailleurs dans le cadre de ce projet de giratoire, et afin d'éviter l'effet « trou noir », il serait nécessaire de réaliser une extension du réseau d'éclairage public existant le long de la RD 73 entre la fin du réseau actuel et le futur giratoire.

Cette extension ne serait pas prise en charge par le Département. Par contre, l'étude et éventuellement la réalisation pourraient être menées par l'entreprise qui serait missionnée par le Département pour l'éclairage du giratoire.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- De se prononcer sur sa volonté ou non de voir le giratoire du « Maroc » éclairé.
- En cas d'avis favorable :
 - D'accepter la prise en charge par la commune des frais de fonctionnement de l'éclairage du giratoire.
 - D'accepter la prise en charge par la commune de l'investissement correspondant à l'extension du réseau d'éclairage public le long de la RD 73.
 - D'avoir recours, en cas d'accord de principe, à l'intervention de l'entreprise missionnée par le Conseil Général pour réaliser l'étude, les travaux correspondants feront l'objet d'une consultation.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- SOUHAITE que le giratoire du « Maroc » soit éclairé
- ACCEPTE la prise en charge des frais de fonctionnement de l'éclairage du giratoire
- ACCEPTE la prise en charge de l'investissement correspondant à l'extension du réseau d'éclairage public le long de la RD 73

- DECIDE d'avoir recours à l'intervention de l'entreprise missionnée par le Conseil Général pour réaliser l'étude et les travaux correspondants.

09-93) TERRAIN D'HONNEUR DE FOOTBALL – ALIMENTATION EDF ET ECLAIRAGE SPORTIF DU TERRAIN.

Rapporteur : M. André BADIGNON, Adjoint

M. BADIGNON rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 08-177 en date du 4 Novembre 2008, le Conseil Municipal a été informé du choix de l'entreprise SARL BATISPORT de NAINTRE (86), pour la réalisation de la tribune du terrain d'honneur de football.

Par ailleurs, il a été décidé de réaliser l'éclairage sportif du terrain d'honneur.

A cet effet, et attendu les puissances nécessaires, une demande de raccordement tarif jaune a été formulé près de ERDF. Ce raccordement sera effectué Avenue des Acacias, à l'entrée du complexe sportif.

Afin d'alimenter le terrain d'honneur, il est essentiel de « tirer » un câble électrique sur 300 m pour relier l'entrée de complexe sportif à la tribune.

A ce titre, une consultation en procédure adaptée a été réalisée, pour d'une part l'alimentation électrique de la propriété, et d'autre part l'éclairage sportif du terrain. Après analyse, et validation par la ligue de Bretagne de Football, il a été décidé de retenir l'offre de la société CITEOS de Cesson Sévigné pour un montant total de 47 725.31 € HT, se décomposant de la manière suivante :

- 10 771.51 € HT pour l'alimentation électrique.
- 36 953.80 € HT pour l'éclairage sportif du terrain d'honneur.

M. BADIGNON propose au Conseil Municipal de solliciter les subventions auprès :

- De la ligue de Bretagne de Football.
- Du Syndicat Départemental d'Energie.
- De la Communauté des Communes - Bretagne Romantique.
- Du Conseil Général.
- Du Conseil Régional.

Entendu l'exposé de M. BADIGNON, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

09-94) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 09.009T en date du 23 mars 2009 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AC 99 sise « 32, avenue du Général de Gaulle » (**DIA n° 05**) et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 09.010 T en date du 1^{er} avril 2009 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AD 623, 643 et 644 sises « Place du Moutier » (**DIA n° 6**) et supportant une maison individuelle
- Arrêté n° 09.011T en date du 3 avril 2009 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AK 171 sise « 7 bis, rue Rivallon » (**DIA n° 07**) et supportant une maison individuelle

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-95) QUESTIONS ORALES (2e trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 15.